



CONSULTATIONS ORGANISEES DANS LE CADRE DE LA REFORME SAPIN : CAUSE TOUJOURS TU M'INTERESSES

Les agents de la région pays de Loire étaient invités à participer à un « séminaire » régional qui s'est tenu le 15 avril.

L'invitation transmise aux personnes inscrites précisait que « *L'objet de ce séminaire est de valider la restitution issue des ateliers locaux, mais également d'enrichir et de compléter ces travaux avant transmission à l'INTEFP, à la DGP et aux administrations centrales la semaine 17* »

Les organisations syndicales avaient demandé à pouvoir y participer en tant qu'observateur et à être consultées par la suite dans le cadre du CTR pour exprimer leur avis.

Voilà ce que nous avons vu et entendu à ce séminaire.

Nous avons tout d'abord constaté que l'assemblée présente n'était pas représentative de la composition de nos services, les personnels d'encadrement étant très largement surreprésentés et certaines unités territoriales presque totalement absentes.

A titre d'exemple, étaient présents pour l'unité territoriale de Loire-Atlantique 7 agents de catégorie A (dont 5 directeurs ou adjoints) et 2 de catégorie B.

C'est ce panel de nos services qui a validé, complété et enrichi les travaux des ateliers de l'UT 44.

A aucun moment n'a été posée la question de l'absence des agents « de terrain », notamment de catégorie C, qui étaient fortement présents aux ateliers locaux et qui s'étaient largement exprimées.

Mais au-delà de ce qui a été vu, c'est ce qui a été entendu qui choque le plus.

Lors des ateliers de l'UT 44, notamment ceux du secteur travail, les agents ont massivement rejeté le cadre imposé par la direction, élaboré sur la base d'un diagnostic qui n'était pas partagé et dont les questions étaient en conséquence orientées.

C'est donc hors du cadre que les agents ont exprimé leur colère, leur mal être mais aussi et surtout ont donné des éléments pour que soit mise en service une réforme de notre ministère garante d'un service public du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle fort comme d'une administration respectueuse de ces agents.

C'est, semble-t-il, le prétexte pour ne pas reprendre cette expression dans les grilles qui ont été présentées lors de ce séminaire et qui seront remontées au ministère

LA DIRECTION NOUS DIT DONC « MERCI DE VOUS ETRE EXPRIMES, MAIS CE N'EST PAS CE QU'ON VOULAIT ENTENDRE »

Cette parodie de « consultation » illustre la place accordée à la parole des agents et de leurs représentants dans le ministère du dialogue social. Elle laisse donc présager du pire pour la construction d'une réforme qui répondrait vraiment à l'attente des agents.

Face à cette mascarade, il nous faut dire non au plan sapin